

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON.

Excusés : Fabien ABERT.

**Délégation de service public
Stationnement payant sur voirie
Attribution**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La dépenalisation des amendes de stationnement payant a été adoptée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Cette réforme entre en vigueur au 1er janvier 2018.

Cette réforme a pour effet de décentraliser la gestion du stationnement payant en voirie aux collectivités.

La Ville de Montpellier étant compétente pour assurer la gestion du stationnement payant en voirie, les zones de stationnement payant ainsi que les tarifs ont été fixés par délibération du 30 mars 2017.

L'exploitation du service public de stationnement comprend principalement :

- La réalisation d'investissements importants : horodateurs, capteurs, bornes pour aires réservées, développement de systèmes d'informations ;

- La mise en œuvre d'un système prédictif de guidage et la réalisation d'un observatoire du stationnement ;
- Les opérations de maintenance et de collecte des horodateurs, l'entretien de la signalétique, la gestion d'une agence commerciale, la commercialisation des produits et services, l'encaissement et la gestion des recettes et des FPS, la gestion des recours administratifs préalables obligatoires et la production de mémoire en défense, les missions de contrôle, des missions d'étude et d'audit.

Rappel de la procédure :

Le Conseil Municipal, par délibération du 20 octobre 2016 a approuvé le principe de l'exploitation déléguée du stationnement payant sur le territoire de la commune et a approuvé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et du décret du 1^{er} février 2016 pour l'attribution du contrat de délégation de service public relatif à cette mission de service public.

L'avis du Comité technique (CT) a été recueilli le 20 octobre 2016. L'avis de la Commission Consultative des services publics locaux (CCSPL) a été recueilli le 10 octobre 2016.

A cet effet, et conformément aux dispositions de l'article 14, 15 et 16 du décret du 1^{er} février 2016, la commune de Montpellier a publié un avis de publicité dans les parutions suivantes :

- BOAMP, le 24 décembre 2016
- JOUE, le 24 décembre 2016
- Moniteur du 30 décembre 2016
- Le profil acheteur de la commune

La date limite de remise des candidatures était fixée au 23 janvier 2017 à 17h.

Lors de la séance du 30 Janvier 2017, la commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des candidatures.

Huit candidats ont remis leur dossier de candidature dans les délais prescrits.

Lors de la séance du 23 février 2017, la commission de délégation de service public a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, sept des huit candidats étaient admis à déposer une offre. Le règlement de la consultation ainsi que le programme de la consultation ont été envoyés aux sept candidats retenus.

Il fixait les dates et heures limites de réception des offres au Jeudi 4 mai 2017 à 17 h.

Trois candidats ont remis une offre, un candidat s'est excusé. Aucune offre n'a été reçue après la date limite.

Lors de la réunion du 5 mai 2017, la Commission a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des offres.

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, lors de la réunion du 6 juin 2017, la Commission a analysé les offres initiales et rendu un avis sur ces offres.

Sur la base de cet avis, des négociations ont été entamées avec les trois candidats. Trois séries de questions ont été envoyées aux candidats les 23 juin 2017, 12 juillet 2017 et 4 août 2017 portant sur des aménagements administratifs, techniques et financiers à leurs conventions initiales.

Les candidats ont été auditionnés à deux reprises les 4 et 25 juillet 2017.

Par courrier du 14 septembre 2017, il a été demandé aux candidats de remettre une offre finale avant le 21 septembre 2017 à 17h.

Seuls, deux candidats ont remis une offre finale complète.

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, hiérarchisés et non pondérés sont les suivants :

- Qualité de l'exploitation
- Valeur technique de l'offre
- Garanties apportées
- Valeur financière de l'offre
- Performance environnementale

Ces critères ont été appréciés au travers des éléments décrits dans le rapport d'analyses des offres figurant en annexe.

Au terme de cette analyse, le choix du pouvoir adjudicateur s'est porté sur TAM.

Par conséquent, l'offre de la société TAM se révélant la plus intéressante au regard des critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, Monsieur le Maire propose donc de retenir la société TAM.

L'économie générale du contrat est affirmée dans les clauses essentielles du projet de convention qu'il vous est proposé de conclure avec le candidat :

1) Périmètre de la délégation

La convention sera conclue pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2024.

Le délégataire aura en charge, dans le cadre du contrat, l'exploitation et la gestion du stationnement payant sur voirie.

2) Prestations confiées au Délégataire

Le prestataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville.

Outre les investissements demandés, le contrat intègre également des obligations en matière de renouvellement des biens affermés.

Au total, le délégataire s'engage à dépenser une somme de 8 031 976 € HT sur la durée du contrat pour les investissements neufs et le renouvellement.

3) Caractéristiques financières de la convention

Une redevance fixe forfaitaire annuelle sera versée à la Ville par le délégataire. Sur la durée du contrat, TAM s'engage sur une redevance fixe de 24 000 000 €.

Un intéressement correspondant à 80% du chiffre d'affaires perçu au-dessus d'un seuil de 6,430M€ et une redevance de surperformance équivalent à 30% de l'EBE supplémentaire réalisé par rapport au prévisionnel sont proposés.

4) Contrôle de la Ville de Montpellier et garanties

Afin de permettre à la ville de Montpellier de s'assurer de la bonne exécution de la convention et d'exercer son pouvoir de contrôle, le délégataire produit chaque année à la Ville, avant le 31 mars, le rapport annuel du délégataire.

Le Délégataire est également astreint à la transmission d'un rapport mensuel.

Une redevance de contrôle de 10 000 € sera versée chaque année à la ville de Montpellier pour financer le contrôle de l'exécution de la délégation de service public.

5) Biens de retour

A l'expiration de la Délégation, la Ville de Montpellier entrera immédiatement en possession de l'ensemble des biens de retour, entendus comme les biens apportés par le délégant, ainsi que ceux que le délégataire s'est engagé à réaliser dans le cadre du plan d'investissement joint en annexe au contrat.

Les biens de retour seront restitués en bon état de fonctionnement, toutes les dépenses correspondant aux obligations du délégataire étant réputées amorties.

Cette remise s'effectuera à titre gratuit.

6) Mesures prévues en cas de défaillance du délégataire

Le délégataire va créer une société dédiée pour l'exploitation du service de stationnement payant sur voirie.

Il s'engage à se substituer à cette société dédiée si elle venait à être liquidée.

En garantie des engagements pris, le Délégataire propose une garantie à première demande qui permettra à la Ville de mobiliser des sommes afin de palier à une éventuelle défaillance du délégataire.

Le contrat détaille avec précisions toutes les pénalités applicables et les éventuels cas de résiliation.

L'offre de TAM répond aux besoins formulés par la Ville et propose un plan financier équilibré, de nature à permettre à la Collectivité de mener à bien conjointement la réforme liée à la décentralisation du stationnement et une politique ambitieuse en matière de stationnement et de mobilité.

Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le choix de la société TAM pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier ;

- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer avec la société TAM la convention de délégation de service public relative à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 42 voix

Contre : 5 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 6 novembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat DSP stationnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171103-15646A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/11/17
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.